



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 56.638/2
du 1^{er} octobre 2014

advies 56.638/2
van 1 oktober 2014

sur

over

un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités de gestion de la rémunération annuelle supplémentaire des artistes interprètes ou exécutants, visée à l'article XI.210, § 2, du Code de droit économique, par une société de gestion collective'

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van de voorwaarden en modaliteiten voor het beheer van de jaarlijkse aanvullende vergoeding van uitvoerende kunstenaars bepaald in artikel XI.210, § 2, van het Wetboek van economisch recht'

Le 2 septembre 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités de gestion de la rémunération annuelle supplémentaire des artistes interprètes ou exécutants, visée à l'article XI.210, § 2, du Code de droit économique, par une société de gestion collective'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 1^{er} octobre 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Wanda VOGEL, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 1^{er} octobre 2014.

*

Op 2 september 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vastlegging van de voorwaarden en modaliteiten voor het beheer van de jaarlijkse aanvullende vergoeding van uitvoerende kunstenaars bepaald in artikel XI.210, § 2, van het Wetboek van economisch recht'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 1 oktober 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wanda VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 1 oktober 2014.

*

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

EXAMEN DU PROJET

INTITULE

1. Les mots « par une société de gestion collective », qui figurent dans la version française de l'intitulé, ne figurent pas dans la version néerlandaise. Interrogée à ce sujet, la fonctionnaire déléguée a répondu qu'il s'agissait d'un oubli.

La version néerlandaise de l'intitulé sera par conséquent alignée sur la version française.

2. La question suivante a été posée à la fonctionnaire déléguée :

« 3. a) Au lieu d'écrire, dans la phrase introductive de l'article 1^{er}, 'chargée de la gestion de la rémunération annuelle supplémentaire', ne serait-il pas plus conforme à l'article XI.210, § 4, du Code de droit économique, d'écrire 'chargée de la perception et de la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire' ? La notion de gestion est plus vaste que celles de perception et de répartition.

b) De même, ne faudrait-il pas remplacer, dans l'intitulé du projet, les termes 'modalités de gestion' par les termes 'modalités de perception et de répartition' ? »

La fonctionnaire déléguée a répondu à cette question comme suit :

« En effet, l'article XI.210, § 4, se réfère à la perception et la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire. Cependant, dans la pratique, les sociétés de gestion seront (a)menées à effectuer une gestion 'plus large' dépassant le cadre de 'la perception et la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire', comme par exemple la 'gestion interne' visée [à] l'article 2 de l'arrêté. Par ailleurs, il nous semble plus préférable d'employer le terme 'gestion' par analogie à la 'gestion des droits d'auteur', la 'société de gestion' ».

Il ressort en effet de l'article 1^{er}, 4^o, du projet que la société qui peut être désignée en application de l'article XI.210, § 4, du Code de droit économique est une « société de gestion » au sens de l'article XI.246 de ce Code, qui doit être autorisée conformément à l'article XI.259 du même Code.

Une correcte mise en oeuvre de la base légale du projet (article XI.210, § 4, du Code de droit économique) commande néanmoins de remplacer, dans l'intitulé et dans la phrase

introductive de l'article 1^{er}, les mots « de la gestion » par les mots « de la perception et de la répartition ».

PRÉAMBULE

1. Il y a lieu d'omettre l'alinéa 1^{er} du préambule, dans lequel est mentionnée la directive 2011/77/UE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2011 'modifiant la directive 2006/116/CE relative à la durée de protection du droit d'auteur et de certains droits voisins'. Le projet trouve en effet son fondement juridique dans l'article XI.210, § 4, du Code de droit économique, et non dans cette directive.

2. L'alinéa 2 (devenant alinéa 1^{er}) du préambule sera rédigé comme suit :

« Vu le Code de droit économique, l'article XI.210, § 4, inséré par la loi du 19 avril 2014 ; » ¹.

DISPOSITIF

Article 1^{er} nouveau (à insérer)

Un article nouveau doit être inséré faisant état de la transposition partielle de la directive 2011/77/UE précitée par le projet.

Article 1^{er} (devenant l'article 2)

1. Dans la phrase introductive de l'article 1^{er}, les mots « En exécution de l'article XI.210, § 4, du Code de droit économique » seront omis, l'indication de la base juridique figurant déjà dans le préambule.

Par conséquent, il convient d'écrire, dans la même phrase introductive, « visée à l'article XI.210, § 2, du Code de droit économique » (et non : « visée à l'article XI.210, § 2, du même Code »).

2. Concernant les mots « chargée de la gestion de la rémunération annuelle supplémentaire », figurant dans la phrase introductive de l'article 1^{er}, il est renvoyé à l'observation n° 2 formulée sur l'intitulé.

¹ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 23 et 27.c.

Article 2 (devenant l'article 3)

L'article 2, § 3 (devenant article 3, alinéa 3), dispose que la société de gestion répartit la rémunération annuelle supplémentaire « de manière équitable et non discriminatoire ».

La question suivante a été posée à ce sujet à la fonctionnaire déléguée :

« L'article 2, § 3, du projet fait état d'une répartition 'équitable' de la rémunération annuelle supplémentaire. Ne faudrait-il pas plutôt écrire que la rémunération se fera en fonction des droits découlant, pour chaque artiste interprète ou exécutant, de l'article XI.210, § 3, du Code de droit économique ? [...] ».

La fonctionnaire déléguée a répondu à cette question comme suit :

« Quant à la notion de l'équité, notre intention n'est pas de permettre aux sociétés de gestion d'effectuer la répartition selon le seul critère de l'équité. Il est à noter que la notion de l'équité et de la non-discrimination est reprise à l'article XI.248, § 1^{er}, alinéa 2. En fait, cette notion implique qu'une analyse au cas par cas soit effectuée par une société de gestion afin d'attribuer à l'artiste la part qui lui revient en fonction de l'exploitation de ses prestations, telles que précisées, en l'espèce, à l'article XI.210, § 3 du Code. En outre, la notion de l'équité (dans le sens 'juste, impartial') et de la non-discrimination figurant à l'article 2, § 3, du projet d'arrêté, vise à empêcher un traitement discriminatoire entre les membres et des non-membres de la société de gestion qui sera désignée par le Roi pour gérer la rémunération annuelle supplémentaire ».

Pour mieux faire apparaître que le paragraphe 3 contient deux idées différentes, il est suggéré de diviser celui-ci en deux phrases distinctes², voire en deux alinéas distincts.

OBSERVATION FINALE

La version néerlandaise du projet utilise de manière constante le terme de « beheersvennootschap »³, alors que la version française utilise tantôt les mots « la société de gestion collective »⁴ et tantôt les mots « la société de gestion »⁵.

Interrogée au sujet de ces discordances, la fonctionnaire déléguée a répondu que l'expression retenue sera celle de « société de gestion », qui est utilisée dans le livre XI du Code de droit économique.

L'ensemble du projet sera revu de manière à harmoniser la terminologie utilisée dans les deux versions linguistiques, conformément à la réponse fournie par la fonctionnaire déléguée.

*

² En remplaçant les mots « à une rémunération annuelle supplémentaire et répartit » par les mots « à une rémunération annuelle supplémentaire. Elle répartit ».

³ À l'exception du troisième considérant du préambule, où sont utilisés les mots « collectieve beheersvennootschap ».

⁴ Intitulé, deuxième et troisième considérants du préambule et article 2, §§ 2 à 4.

⁵ Quatrième considérant du préambule et articles 1^{er} et 2, § 1^{er}.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

OPSCHRIFT

1. De woorden “par une société de gestion collective” die voorkomen in het opschrift van de Franse tekst hebben geen tegenhanger in de Nederlandse tekst. Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat het om een onachtzaamheid gaat.

Het Nederlandse opschrift dient dan ook in overeenstemming gebracht te worden met het Franse opschrift.

2. Aan de gemachtigde ambtenaar is de volgende vraag gesteld:

“3. a) Au lieu d’écrire, dans la phrase introductive de l’article 1^{er}, ‘chargée de la gestion de la rémunération annuelle supplémentaire’, ne serait-il pas plus conforme à l’article XI.210, § 4, du Code de droit économique, d’écrire ‘chargée de la perception et de la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire’? La notion de gestion est plus vaste que celles de perception et de répartition.

b) De même, ne faudrait-il pas remplacer, dans l’intitulé du projet, les termes ‘modalités de gestion’ par les termes ‘modalités de perception et de répartition’?”

Op die vraag heeft de gemachtigde ambtenaar als volgt geantwoord:

“En effet, l’article XI.210, § 4, se réfère à la perception et la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire. Cependant, dans la pratique, les sociétés de gestion seront (a)menées à effectuer une gestion ‘plus large’ dépassant le cadre de ‘la perception et la répartition de la rémunération annuelle supplémentaire’, comme par exemple la ‘gestion interne’ visée [à] l’article 2 de l’arrêté. Par ailleurs, il nous semble plus préférable d’employer le terme ‘gestion’ par analogie à la ‘gestion des droits d’auteur’, la ‘société de gestion’”.

Uit artikel 1, 4°, van het ontwerp blijkt inderdaad dat de vennootschap die, met toepassing van artikel XI.210, § 4, van het Wetboek van economisch recht, aangewezen kan worden een “beheersvennootschap” in de zin van artikel XI.246 van dat Wetboek is, die overeenkomstig artikel XI.259 van datzelfde Wetboek een vergunning dient te verkrijgen.

Voor een correcte teruitvoerlegging van de rechtsgrond van het ontwerp (artikel XI.210, § 4, van het Wetboek van economisch recht) dienen in het opschrift en in de

inleidende zin van artikel 1 de woorden “het beheer” dan ook vervangen te worden door de woorden “de inning en verdeling”.

AANHEF

1. Het eerste lid van de aanhef, waarin melding wordt gemaakt van richtlijn 2011/77/EU van het Europees Parlement en de Raad van 27 september 2011 ‘tot wijziging van Richtlijn 2006/116/EG betreffende de beschermingstermijn van het auteursrecht en van bepaalde naburige rechten’, behoort geschrapt te worden. Het ontwerp ontleent immers zijn rechtsgrond aan artikel XI.210, § 4, van het Wetboek van economisch recht en niet aan die richtlijn.

2. Het tweede lid (dat het eerste lid wordt) van de aanhef dient geredigeerd te worden als volgt:

“Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel XI.210, § 4, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014;”¹

DISPOSITIEF

Nieuw artikel 1 (in te voegen)

Er moet een nieuw artikel ingevoegd worden dat gewag maakt van de gedeeltelijke omzetting van de voornoemde richtlijn 2011/77/EU door het ontwerp.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt)

1. In de inleidende zin van artikel 1 dienen de woorden “In uitvoering van artikel XI.210, § 4, van het Wetboek van economisch recht” geschrapt te worden, aangezien de rechtsgrond al in de aanhef vermeld is.

Bijgevolg schrijve men, in dezelfde inleidende zin, “bedoeld in artikel XI.210, § 2, van het Wetboek van economisch recht” (in plaats van “bedoeld in artikel XI.210, § 2, van hetzelfde Wetboek”).

2. Wat de woorden “belast (...) met het beheer van de jaarlijkse aanvullende vergoeding” in de inleidende zin van artikel 1 betreft, wordt verwezen naar opmerking nr. 2 die hiervoor over het opschrift gemaakt is.

¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 23 en 27.c.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt)

Luidens artikel 2, § 3 (dat artikel 3, derde lid, wordt), verdeelt de beheersvennootschap de aanvullende jaarlijkse vergoeding “op een billijke en niet-discriminatoire wijze”.

Hierover werd de volgende vraag gesteld aan de gemachtigde ambtenaar:

“L'article 2, § 3, du projet fait état d'une répartition 'équitable' de la rémunération annuelle supplémentaire. Ne faudrait-il pas plutôt écrire que la rémunération se fera en fonction des droits découlant, pour chaque artiste interprète ou exécutant, de l'article XI.210, § 3, du Code de droit économique? [...]”.

Op die vraag heeft de gemachtigde ambtenaar als volgt geantwoord:

“Quant à la notion de l'équité, notre intention n'est pas de permettre aux sociétés de gestion d'effectuer la répartition selon le seul critère de l'équité. Il est à noter que la notion de l'équité et de la non-discrimination est reprise à l'article XI.248, § 1^{er}, alinéa 2. En fait, cette notion implique qu'une analyse au cas par cas soit effectuée par une société de gestion afin d'attribuer à l'artiste la part qui lui revient en fonction de l'exploitation de ses prestations, telles que précisées, en l'espèce, à l'article XI.210, § 3 du Code. En outre, la notion de l'équité (dans le sens 'juste, impartial') et de la non-discrimination figurant à l'article 2, § 3, du projet d'arrêté, vise à empêcher un traitement discriminatoire entre les membres et des non-membres de la société de gestion qui sera désignée par le Roi pour gérer la rémunération annuelle supplémentaire”.

Om duidelijker te laten blijken dat paragraaf 3 twee verschillende ideeën bevat, wordt in overweging gegeven die paragraaf te splitsen in twee afzonderlijke zinnen,² of zelfs in twee afzonderlijke leden.

SLOTOPMERKING

In de Nederlandse tekst van het ontwerp wordt voortdurend de term “beheersvennootschap”³ gebruikt, terwijl in de Franse tekst nu eens de woorden “la société de gestion collective”⁴, en dan weer de woorden “la société de gestion”⁵ gebezigd worden.

Gevraagd naar dit gebrek aan overeenstemming, heeft de gemachtigde ambtenaar geantwoord dat met “société de gestion/beheersvennootschap” gewerkt moet worden, de term die gebruikt wordt in boek XI van het Wetboek van economisch recht.

² Door de woorden “op een aanvullende jaarlijkse vergoeding en verdeelt” te vervangen door de woorden “op een aanvullende jaarlijkse vergoeding. Zij verdeelt”.

³ Met uitzondering van de derde overweging van de aanhef, waarin de woorden “collectieve beheersvennootschap” gebruikt worden.

⁴ In het opschrift, in de tweede en derde overweging van de aanhef en in artikel 2, §§ 2 tot 4.

⁵ In de vierde overweging van de aanhef en in de artikelen 1 en 2, § 1.

Het volledige ontwerp dient herwerkt te worden teneinde de terminologie die in beide taalversies gebruikt wordt in overeenstemming te brengen met het antwoord van de gemachtigde ambtenaar.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT